

ALLÔ LA LUNE ICI LA TERRE, VOUS PLANEZ, NOUS LUTTONS !

LA COUPE EST PLEINE MESSIEURS LES PILOTES !

Résumé des faits : Le samedi 26 juillet 2025, à 16 heures 15 encore au QM, un détenu refuse de réintégrer sa cellule, sous le prétexte fallacieux de vouloir récupérer « une commission » auprès d'un autre détenu. Face au refus des agents, le ton monte, insultes racistes, menaces, intimidation physique, allant jusqu'à tenter de faire les poches d'un surveillant. Malgré les injonctions, l'individu persiste. Connu pour ses antécédents disciplinaires, son comportement agressif a contraint la surveillante à déclencher l'alerte. L'arrivée des renforts a permis de mettre fin à l'incident

FALLAIT S'Y ATTENDRE, UN PERSONNEL EXTÉNUÉ !

MALAISE DANS
LES PRISONS



UN DÉSASTRE AU QM, UN QUARTIER LAISSÉ À LA DÉRIVE, UNE ÉQUIPE DÉDIÉE EN SOUFFRANCE :

- 02 agents en arrêt ;
- 01 agent en poste aménagé ;
- 01 agent démissionnaire.

LES ACTIONS INADAPTÉES DE LA DIRECTION :

- La couverture de ces postes par des agents non formés ;
- Des œilletons toujours obsolètes pour travailler ;
- Le partenariat avec la PJJ fragilisé voir inopérant.

Ce bilan catastrophique est le résultat d'un laxisme persistant au sein de la direction du CP de Nouméa. Malgré nos alertes répétées, le personnel continue de subir une dégradation constante de leurs conditions de travail, tandis que les incidents se multiplient. Faut-il désormais considérer la fidélisation aux agressions comme un élément intégré à la fiche de poste des agents ? **FO Justice du CPN dit NON ça suffit !** Les résultats parlent d'eux même, les risques psychosociaux se manifestent au sein des équipes. Le stress chronique, la fatigue mentale et physique persistante, la perte de motivation, pouvant aller jusqu'au burn-out ou à la dépression professionnelle. Dans des contextes où les personnels sont exposés à des agressions, à des effectifs réduits, ou à un manque de moyens, ces facteurs s'amplifient et **FO Justice du CPN** dénonce avec force l'inaction et le silence de l'administration.

Le bureau local FO Justice exige des mesures urgentes et appropriées dans la gestion propre de ce quartier spécifique, avant que d'autres n'abandonnent le navire ;

Le bureau local FO Justice tient à exprimer son soutien aux collègues exposés aux agressions et se tient à disposition pour les accompagner dans toutes les démarches.

Le quartier mineur n'est pas une zone de non-droit, les autres aussi !

